

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 978

Artikel: Pour un renouveau civique
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020113>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pour un renouveau civique

Il y a quelques semaines, le *Tages-Anzeiger* invitait Franz Steinegger et Helmut Hubacher, respectivement président du Parti radical suisse et du Parti socialiste suisse, à une balade dans l'agglomération zurichoise: des chantiers innombrables de la cité au quartier populaire de Schwamendingen traversé par une autoroute, en passant par le tristement célèbre Platzspitz et ses drogués, le quartier résidentiel du Zürichberg, et la Paradeplatz et ses temples de la finance. L'occasion pour les deux hommes politiques de réagir à chaud et de dialoguer, trois heures durant, sur les problèmes de circulation, l'aménagement du territoire, la lutte contre la drogue. Une confrontation sans concession, mais aussi une volonté de

comprendre les phénomènes et d'élaborer des solutions sans esquiver la réalité.

A l'étonnement des journalistes qui les accompagnaient, les deux politiciens ont trouvé de nombreux points d'accord. Mais alors pourquoi au parlement les solutions nécessaires sont-elles si souvent bloquées? Pourquoi la controverse prime-t-elle la recherche du consensus? Steinegger: «*La politique consiste à mettre en relation buts et moyens. Et en général il est plus facile de trouver un accord sur les buts que sur les moyens*». Hubacher: «*Il s'agit essentiellement d'intérêts divergents qui ne sont pas explicités*». «*De notre côté, admet le président des*

JD
(suite en page 2)

SUISSE - ROUMANIE

Le réseau de la base

(*pi*) La coopération au développement de pays à pays, ou d'institution spécialisée à pays, et les projets des «bonnes œuvres» ont toujours quelque chose d'artificiel pour le spectateur ou le donateur: une fois son argent versé, il est mêlé à celui de milliers d'autres gens et se retrouve, à l'autre bout de la chaîne, dans des projets dont on ne se préoccupe guère. On croit ainsi qu'il suffit de verser son obole pour participer. C'est vrai, bien sûr, quand il n'y a aucun moyen direct d'intervention. Mais de nombreux Suisses ont fait dernièrement l'apprentissage d'une forme directe de développement, par le biais de l'opération Villages roumains. Ce sont environ 200 communes suisses, romandes pour la plupart, qui ont décidé, il y a quelque temps déjà, de parrainer un village roumain promis à la normalisation de Nicolae Ceausescu. Chacune a reçu le nom de «son» village et en était à préparer qui une action d'envoi de cartes, qui l'expédition de colis, lorsque la sanglante révolution est survenue.

Un réseau est en place: le village parrain et le village parrainé sont souvent de taille et de situation similaires. La porte est donc ouverte à une entraide directe,

d'égal à égal. Bien sûr, elle ne remplace pas les contacts de plus haut niveau, qui restent nécessaires dans la société des nations, mais ce maillon supplémentaire est doublement utile: il permet des actions simples, concrètes, concertées entre le village suisse et son homologue roumain. Il a offert aux Suisses, entre le repas de Noël et celui de Nouvel-An, et continue de leur offrir, la possibilité d'exercer leur générosité autrement que par le seul biais du porte-monnaie. L'engagement personnel, les idées, le temps libéré, tout devient important.

Cet apprentissage de la coopération est plus ou moins heureux. Certains ont voulu faire vite et sont partis avec des camions de vivres et de couvertures pour «leur» village où ces produits ne manquaient pas. Ces erreurs auront permis de s'interroger et d'apprendre à dépasser la générosité paternaliste. Et il est des villages en Suisse où les idées fourmillent. De l'accueil temporaire d'étudiants au soutien pour l'achat d'équipements collectifs en passant par l'échange de savoir-faire ou de logements pour des vacances, les possibilités sont immenses de nourrir ce cordon. ■

Pour un renouveau civique

(suite de l'édito)

radicaux, nous avons de la peine à admettre des solutions qui impliquent une intervention de l'Etat. Mais souvent nous ne sommes pas capables de proposer une alternative moins bureaucratique. Et rien ne change!». Et les deux parlementaires d'avouer que les rencontres régulières entre partis gouvernementaux sont peu fructueuses; pressés par le temps, les dirigeants se bornent à des déclarations parallèles. «Sur les questions les plus importantes, il faudrait une collaboration plus sereine. Quand nous travaillons à deux ou trois, nous constatons certaines convergences. Mais le problème réside dans le fait que souvent nous avons déjà proclamé nos positions partisanses».

De telles confidences sont plutôt rares dans le discours politique helvétique, plus porté à la langue de bois qu'au parler vrai. Les responsables de deux des principales formations du pays, celles qui nous ont habitués aux affrontements les plus vigoureux, reconnaissent donc que le rituel parlementaire tout comme la concurrence entre partis conduisent à mettre en évidence d'abord le profil des acteurs, à privilégier les effets de manche au détriment de la résolution des conflits et des problèmes qui agitent le corps social.

Cet état de fait est d'autant plus grave que le système politique suisse et le régime électoral proportionnel ne favorisent pas la constitution de nouvelles majorités aptes à prendre le relais. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que la confiance accordée aux partis gouvernementaux subisse une érosion lente mais régulière? Et le succès inattendu des initiatives populaires pour la surveillance des prix et pour la protection des marais (Rothen-turm), tout comme le résultat honorable des initiatives anti-nucléaires, de l'initiative ville-campagne, de l'initiative pour le référendum en matière de dépenses militaires, sans parler de l'initiative pour une Suisse sans armée, ne reflètent-ils pas le mécontentement d'une large partie de l'opinion face aux empoignades

stériles de la classe politique? Mais l'initiative populaire reste un instrument lourd et ponctuel, exceptionnel. La réappropriation de l'espace politique par tous ceux qu'inquiètent les rigidités et les blocages actuels exige des formes d'action complémentaires, non pas pour se substituer aux partis et au parlement mais pour tenir lieu de relais entre ces derniers et la société civile, pour ouvrir la voie à des solutions à la fois praticables et acceptables — on pense ici notamment aux domaines de l'énergie, de l'asile, à la politique foncière et au logement. Ce n'est rien d'autre que proposent les Organisations progressistes de Zurich dans leur *Nouveau contrat de société*

(DP 976) et le mouvement «Agir pour demain», lancé par le conseiller national Petitpierre et le conseiller aux Etats Piller: des lieux de dialogue où se rencontrent des personnes d'horizons différents prêtes à mettre en question leurs a priori et à imaginer des réponses aux problèmes de l'heure.

Ce renouveau civique paraît d'autant plus indispensable face aux défis que pose à la Suisse la construction européenne — aussi bien la constitution d'un espace économique que les bouleversements en cours en Europe centrale. Car on ne discerne pas au sein des partis et des organisations, préoccupés par la gestion quotidienne et la défense d'intérêts sectoriels, l'énergie, l'imagination et la liberté d'esprit nécessaires à ce renouveau.

JD

VERTU HELVÉTIQUE

La petite Suisse investit dans le vaste monde

(y) Pour la troisième année consécutive, le précieux et méconnu bulletin trimestriel de la Banque Nationale Suisse intitulé *Monnaie et conjoncture**, publie une intéressante statistique des investissements directs suisses à l'étranger. Les chiffres pour 1988 marquent, après un net ralentissement l'année précédente, une forte progression sur toutes les positions. La valeur comptable des investissements directs atteint 70,9 milliards de francs (+22,6% par rapport à 1987, + 27,3% par rapport à 1986); la participation aux fonds propres de sociétés ayant leur siège hors de nos frontières s'élève à 57,7 milliards, et les crédits nets aux exploitations sises à l'étranger à 13,2 milliards de francs. On peut estimer au double de ces montants la valeur des investissements effectués. A noter que la coopération Asea-Brown Boveri continue de déployer ses effets, et pèse pour moitié dans l'augmentation des effectifs du personnel occupé dans les entreprises à l'étranger, qui a passé l'an dernier de 726'600 à 891'400 personnes (+22,7%), dont la grande majorité dans l'industrie.

S'agissant des secteurs, il faut relever un écart révélateur de la structure des investissements suisses à l'étranger: ces derniers ont progressé en 1988 de 16% dans l'industrie et de 38% dans les services, tandis que l'emploi dans les entreprises concernées augmentait de 26% dans l'industrie et de 8% seulement dans les services. Voilà qui en dit long sur la division internationale du travail entre la Suisse, de plus en plus tertiaire, et l'étranger, particulièrement l'Europe et les pays en voie de développement, où elle exporte de plus en plus ses activités de production.

Le bond des exportations de capitaux

D'après les pays, les Etats-Unis demeurent les principaux bénéficiaires des investissements directs suisses à l'étranger. Suivent dans l'ordre: l'Allemagne fédérale, la France, les Pays-Bas, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Canada, le Brésil et la Suède. Ces dix pays, parmi lesquels ne se trouve plus le Japon, accueillent ensemble près des trois